

L'administration peut demander en tout temps à l'organisme privé de radiodiffusion télévisuelle subventionné des informations et documents additionnels.

L'organisme privé de radiodiffusion télévisuelle subventionné indique clairement dans le rapport visé à l'article 151, § 4, du décret relatif aux médias quelles initiatives d'accessibilité ont été créées avec le soutien des subventions visées à l'article 5 du présent arrêté.

**Art. 12.** Dans les cas visés à l'article 76, alinéas 2 et 3, du Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019, le bénéficiaire de la subvention rembourse immédiatement la subvention visée à l'article 5 du présent arrêté.

Si la subvention visée à l'article 5 dépasse le pourcentage accordé des coûts nets du projet subventionné, l'administration récupère la partie de la subvention qui constitue une surcompensation.

**Art. 13.** Le régime visé aux articles 5 à 12 du présent arrêté est soumis à une évaluation de la politique au moins une fois par période de cinq ans, conformément à l'article 76/1 du Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019.

Les indicateurs visés à l'article 76/2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code flamand des Finances publiques du 29 mars 2019 portent sur le degré croissant d'accessibilité des programmes de radiodiffusion.

Lors de l'évaluation de la politique, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le rapport visé à l'article 11 du présent arrêté et le rapport visé à l'article 151, § 4, du décret relatif aux médias sont utilisés.

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

**Art. 14.** L'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 2012 relatif à l'élaboration d'un calendrier et de quotas visant à rendre accessibles des programmes de radiodiffusion, et relatif à l'octroi de subventions en exécution de l'article 151 du décret du 27 mars 2009 relatif à la radiodiffusion et à la télévision, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 avril 2017, est abrogé.

**Art. 15.** Pour les subventions qui se rapportent à l'année 2023, les dossiers sont introduits auprès de l'administration au plus tard un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 16.** Sans préjudice de l'application de l'article 2 du présent arrêté, pour leurs programmes de radiodiffusion linéaires et non linéaires qui ont déjà une part de marché d'au moins 2% pendant une année civile au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les organismes privés de radiodiffusion télévisuelle rendent les programmes continuellement et progressivement accessibles aux personnes handicapées, par des mesures proportionnées conformément à l'article 151, § 1<sup>er</sup>, du décret relatif aux médias.

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 2, alinéa 3, qui entre en vigueur le 28 juin 2025.

**Art. 18.** Le ministre flamand ayant les médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 27 janvier 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises, de la Jeunesse, des Médias et de la Lutte contre la Pauvreté,

B. DALLE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/41818]

**13 AVRIL 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, article 5, §§ 3 et 4, modifié par le décret du 20 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans ;

Vu le rapport du 7 novembre 2022 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 13 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2023 ;

Vu l'avis 73.122/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 mars 2023 en application de l'article 84, §1er, alinéa 1er, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis favorable du Comité de Branche Familles de l'Agence de la Santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 13 mars 2023;

Considérant que la rétroactivité est justifiée lorsqu'il s'agit de protéger des droits individuels et d'appliquer une mesure plus favorable aux personnes concernées, dès lors que cette rétroactivité ne porte atteinte ni aux droits individuels, ni à la sécurité juridique ;

Qu'il est admissible que la mesure de suppression du plafond de revenus autorisé pour les alternants prenne effet rétroactivement le 1<sup>er</sup> août 2022, car elle est effectivement plus favorable aux jeunes concernés et donc à la protection de leurs droits individuels ;

Que, dans la mesure où ce dispositif entre en vigueur à une date correspondant au début de l'année scolaire, les jeunes concernés ne verront pas leurs droits individuels clôturés au milieu de l'année scolaire ;

Qu'en outre, sur le plan opérationnel, les dossiers concernés feront l'objet d'une régularisation positive entraînant des paiements de prestations familiales par les caisses d'allocations familiales à compter de l'entrée en vigueur de la mesure, ce qui permet d'assurer le respect du critère de sécurité juridique ;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, est justifiée ;

Sur la proposition de la Ministre en charge des allocations familiales ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 4<sup>o</sup> est abrogé ;

b) à l'alinéa 3, les mots « et le 4<sup>o</sup> » et les mots « ou les rémunérations perçues » sont abrogés ;

c) à l'alinéa 3, a), les mots « soumis à des cotisations de solidarité » sont insérés entre les mots « d'un contrat d'occupation d'étudiant » et les mots «, d'une activité indépendante » et les mots « ou d'une formation de chef d'entreprise ou de coordination et d'encadrement » sont insérés entre les mots « formation en alternance » et « ne sont pas prises en compte » ;

d) l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 2022.

**Art. 4.** Le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 13 avril 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

## VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/41818]

**13 APRIL 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, inzonderheid op artikel 5, §§ 3 en 4, gewijzigd bij het decreet van 20 december 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar;

Gelet op het rapport van 7 november 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 februari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 februari 2023;

Gelet op advies nr. 73.122/2 van de Raad van State, gegeven op 15 maart 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gunstige advies van het Branchecomité "Gezinnen" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waal agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 13 maart 2023;

Overwegende dat de terugwerkende kracht gerechtvaardigd is wanneer het erom gaat individuele rechten te beschermen en een voor de betrokkenen gunstiger maatregel toe te passen, zolang deze terugwerkende kracht geen afbreuk doet aan individuele rechten of aan de rechtszekerheid;

Dat het toelaatbaar is dat de maatregel tot afschaffing van het toegestane inkomensplafond voor alternerende studenten met terugwerkende kracht op 1 augustus 2022 in werking treedt, omdat hij daadwerkelijk gunstiger is voor de betrokken jongeren en dus voor de bescherming van hun individuele rechten;

Dat, voor zover deze maatregel in werking treedt op een datum die overeenstemt met het begin van het schooljaar, de betrokken jongeren hun individuele rechten niet halverwege het schooljaar geschrapt zullen zien;

Dat de betrokken dossiers uit operationeel oogpunt voorts het voorwerp zullen uitmaken van een positieve regularisatie die leidt tot de betaling van gezinsbijslagen door de kinderbijslagfondsen vanaf de inwerkingtreding van de maatregel, hetgeen de naleving van het rechtszekerheids criterium waarborgt;

Overwegende dat de terugwerkende kracht dus voor belanghebbenden van voordeel zal zijn en die zin verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister belast met kinderbijslag;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 wordt punt 4<sup>o</sup> opgeheven;

b) in lid 3 worden de woorden “en 4<sup>o</sup>” en de woorden “of geïnde vergoedingen” opgeheven;

c) in lid 3, a), worden de woorden “onderworpen aan de solidariteitsbijdrage” ingevoegd tussen de woorden “van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten” en de woorden “, een zelfstandige activiteit” en worden de woorden “of een opleiding tot bedrijfshoofd of een opleiding in coördinatie en begeleiding” ingevoegd tussen de woorden “een alternerende opleiding” en de woorden “, niet in aanmerking genomen”;

d) lid 4 wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 augustus 2022.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 april 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2023/40514]

#### Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 6 décembre 2022, Madame Cyrielle CLAES est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 avec le titre d'attaché au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 21 mai 2022.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2023/40514]

#### Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 6 december 2022, wordt Mevrouw Cyrielle CLAES benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1, met de titel van attaché bij Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 21 mei 2022.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2023/40516]

#### Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 6 décembre 2022, Madame Pauline NAKAD est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 avec le titre d'attaché au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2022.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2023/40516]

#### Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 6 december 2022, wordt Mevrouw Pauline NAKAD benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1, met de titel van attaché bij Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 november 2022.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.